



Décidons Notre Futur : Non au traité de libre échange avec l'UE

Les organisations signataires des droits de l'homme, syndicales, paysannes, indigènes, afro-descendantes, des victimes de conflits armés, étudiantes, de défense de l'égalité des sexes, environnementales et de développement, souhaitent une transformation des relations de l'Union européenne (UE) avec l'Amérique latine. Nous défendons des relations commerciales basées sur la complémentarité et le développement inclusif des régions du point de vue des droits. Nous croyons que le Traité de libre échange négocié par l'UE avec le Pérou et la Colombie, et proposé pour l'Équateur et la Bolivie, va dans le sens inverse, étant donné que :

- Il existe des différences considérables entre les économies et les niveaux de développement de l'Europe et des pays andins. Ces asymétries impliquent que l'acteur le plus fort, l'UE dans ce cas, puisse imposer ses conditions dans ses intérêts (particulièrement corporatifs), en appliquant des normes qui limitent la capacité des pays à définir leur modèle de développement et, par conséquent, le bien-être des majorités, tant en Europe que dans les pays andins.
- L'accord entre l'UE et les pays andins a été négocié avant l'arrivée de la crise européenne. Actuellement, l'accord propose des solutions (telles que la libéralisation des services financiers) qui renforcent le modèle en question. Ce faisant, il menace l'existence des services publics, comme la santé, l'éducation etc, en ouvrant les achats publics aux entreprises multinationales au détriment des entreprises locales.
- L'accord renforcerait le modèle extractiviste minier et le statut d'exportateurs de matières premières de la Colombie et du Pérou, ce qui peut avoir de lourdes conséquences environnementales et sociales et peser sur les territoires et communautés qui n'ont pas été pris en compte dans l'Accord négocié et ce, afin de garantir l'approvisionnement de l'Union européenne en minéraux et en énergie à bas prix.
- L'Accord de libre échange privilégie la sécurité des investisseurs au détriment des droits et du développement des peuples d'Amérique latine. Les dispositions relatives aux droits de l'homme sont inefficaces, comme celles qui sont actuellement en vigueur. De plus, les bénéfices obtenus par les entreprises européennes ne sont pas réinvestis dans le bien-être et le respect des droits économiques et sociaux des citoyen(ne)s.
- Ces accords ont été négociés dans le dos des peuples concernés, tant d'Amérique latine que d'Europe, qui connaissaient alors des conflits sociaux intenses. Et par conséquent, ils ne prennent pas en considération leurs opinions, leurs préoccupations ou leurs intérêts.

Pour illustrer ce qui précède par quelques exemples d'effets aggravants que peuvent avoir les accords négociés, nous pouvons souligner que :

- En Colombie, près de la moitié des peuples indigènes sont en voie d'extinction, essentiellement en raison du développement de projets économiques (principalement d'industries extractives et de l'agro-industrie) sur leurs territoires. Comme le dit l'étude de la Commission européenne, le TLE entre l'UE, la Colombie et le Pérou, impliquera une augmentation de la pression sur la terre et, par conséquent, contribuera à cette extermination. Les organisations des peuples indigènes ont dénoncé cette situation à maintes reprises au Parlement européen, mais nous constatons que leurs dénonciations n'ont pas été prises en compte jusqu'à présent.
- Le Traité négocié menace lourdement la souveraineté et la sécurité alimentaire : les effets néfastes sur le secteur laitier ont été prouvés pour les petits producteurs des différents pays. Pour donner une impulsion aux projets agroindustriels et surtout à la production de palme et de sucre de canne, matières premières destinées aux agrocarburants, il est nécessaire de modifier l'utilisation des sols, d'affaiblir le secteur paysan et de déplacer les communautés indigènes et afro-colombiennes.
- La Colombie exporte 94% de son charbon et l'UE en est le premier importateur. La majorité du charbon est extrait dans les départements de Guajira et Cesar. 67% ont été extraits par des multinationales européennes et ce chiffre devrait augmenter si on accorde plus de privilèges aux investisseurs, comme le prévoit le TLE. La Colombie est le pays où les coûts opérationnels sont les plus bas du continent. Il ne reste à la Colombie que l'affectation environnementale, sociale et économique. Le Contrôleur général a démontré que les multinationales ne paient pas ce que la loi prévoit. Aucune règle du TLE ne permet de responsabiliser et de contrôler ces entreprises. Au contraire, les multinationales pourront attaquer l'État colombien si celui-ci refuse de délivrer les licences environnementales pour l'exploitation minière, sous prétexte qu'il s'agit d'une restriction injustifiée à l'investissement.
- Au Pérou et en Colombie, les projets miniers n'ont pas tenu compte des conséquences environnementales et sociales, en témoignent les cas de Cajamarca (Pérou) et Santurbán (Colombie) situés dans des zones de gisements d'eau, qui ont entraîné le rejet des communautés de la région.

La situation et les conséquences de ce traité de libre échange sur la population en général et sur les communautés paysannes, les peuples indigènes, afro-colombiens et les femmes en particulier, ne sont nullement résolues dans une Feuille de route limitée et non contraignante. Dans un rapport récent du Parlement européen, des universitaires du Royaume-Uni concluent qu'"il n'y a aucun mécanisme spécifique qui permet de veiller à l'application de la disposition relative aux droits de l'homme, ni de Sous-comité chargé du suivi des droits de l'homme et des questions démocratiques". De même, ils soulignent que "contrairement à la position du Parlement européen, l'Accord comporte uniquement quelques rares références à la responsabilité sociale corporative (comme zone de coopération). De plus, il ne fait aucune référence à la Convention 169 de l'OIT relative aux droits des peuples indigènes et tribaux, à laquelle l'EID (Étude d'Impact sur le Développement durable) fait référence".

Pour toutes ces raisons et pour d'autres, nous nous joignons à de nombreux secteurs pour vous demander, au nom des organisations colombiennes, péruviennes et équatoriennes, de voter pour la **NON ratification** de ce Traité.

Organisations de Colombie et Pérou

Asesoría a Proyectos de Desarrollo Integral Comunitarios -APRODIC-

Comisión Intereclesial de Justicia y Paz

ASCADES - Putumayo

Asociación agroecológica Esther Cayapú. ASUAESCA - Trujillo - Valle.

Asociación Antioqueña de Ligas de Usuarios de Servicios Públicos

Asociación Campesina “Huerto Renacer”-Tequendama - sucre - Cauca

Asociación Campesina de Desarrollo Sostenible San Salvador.

Asociación Codo a Codo – Bogotá.

Asociación de Productores y Procesadores “Camino al Futuro” - ASPROCAF - Putumayo

Asociación de Productores y Procesadores “Semillas de Paz” - ASPROSEPAZ-Putumayo

Asociación de Víctimas de la Violencia de Riosucio, CLAMORES

Asociación de Zonas Humanitarias y de Biodiversidad de la cuenca del Jiguamiandó, y Curvaradó-Chocó

Asopúblico

Cabildo Mayor Indígena de los Resguardos Rio Murindó y Turriquitadó Chageradó Del Pueblo Embera Katio

CENSAT Agua Viva -Amigos de la Tierra Colombia

CINEP/Programa por la Paz

Colectivo de Abogados José Alvear Restrepo

Comisión Colombiana de Juristas

Comunidad de Vida y Trabajo “La Balsita”-Dabeiba

Comunidad indígena de Juin Phubuur-Chocó

Comunidades de Autodeterminación Vida y Dignidad – CAVIDA-Chocó

Consejo comunitario de la comunidad negra del rio Naya - Valle

Coordinación Colombia Europa Estados Unidos (coalición de más de 220 organizaciones colombianas)

CORPOCEIBA

Corporación Comunitar

CORPORACIÓN COMUNITAR-RUTA PACIFICA DE LAS MUJERES REGIONAL CAUCA

Corporacion Yurupari

Escuela-Taller Ullucos Zonas de Encuentro, Autonomía y Resistencia indígena Nasa-Resguardo de San Francisco - Toribío -Cauca

Espacio Humanitario Ambiental - So Bia Drua, Pueblo Embera Katio

Familiares de víctimas de San Antonio - Inzá - Cauca

Familias campesinas vereda Guadalupe, corregimiento Perla Amazónica – Putumayo.

Familias campesinas vereda Puerto Playa, corregimiento Perla Amazónica – Putumayo.

Familias desplazadas pro-retorno de Argelia-Cauca

Federación Nacional De Cooperativas Agropecuarias

Fundación Estrella Orográfica del Macizo Colombiano-FUNDECIMA

Grupo porvenir–Zona de biodiversidad de Ancurá–Putumayo.

Grupo Semillas

Instituto Latinoamericano para una Sociedad y un Derecho Alternativos -ILSA

JUBCA. Jóvenes unidos por el Bajo Calima-Valle

Juventud Raíces de Dignidad Perla Amazónica. JURADIPA - Putumayo

Kwe’sx ksxa’w. Consejo Regional Nación Nasa del departamento del Putumayo.

Mujeres Ecuménicas Constructoras de Paz.

Organización campesina de sucre BIENANDANTES-Cauca

Proceso de Comunidades Negras

Red Colombiana de Acción frente al Libre Comercio
Red de Alternativas a la Impunidad y Globalización del Mercado
Red Ecuménica de Colombia
Resguardo De Chidima- Tolo, Jurisdicción Acandi- Departamento Chocó, Pueblo Embera Katio
Resguardo Indígena de Urada Jiguamiandó-Chocó
Resguardo indígena Santa Rosa Guayacán Pueblo Nonaam - Valle
Resguardo Urada Jiguamiandó, Pueblo Embera Katio
SINALTRAINAL
Sintrabienestar
Zona de Reserva Campesina Perla Amazónica – ADISPA- Putumayo
Zona Humanitaria CIVIPAZ, Medellín del Ariari – Meta
Asamblea de ciudadanos cono sur- capítulo Perú
Asociación de Defensa de la Vida, ADEVI
Federación de mujeres peruanas Todas somos Micaelas.
Grito de los excluidos - capítulo Perú
Grupo de Iniciativa de Economía Solidaria GIES Canchis Cuzco, Perú
Red Peruana Por Una Globalización Con Equidad RedGE, Perú

Les organisations d'Amérique Latine et d'Europe appuient les arguments et la pétition des organisations de Colombie et Pérou présentent dans ce message.

Amérique Latine

Agrupación Agustín Tosco-Río Segundo-Córdoba,
Agrupación Sindical Tolo Arce-ATE-SENASA
Agrupación "Germán Abdala" – ATE-Ministerio de Trabajo de la Nación. Argentina
Agrupación Martín Fierro
Alianza Mexicana por la Autodeterminación de los Pueblos (AMAP)
Alianza Social Continental
Amigos da Terra Brasil
Amigos de la Tierra América Latina y el Caribe
Asamblea Ciudadana del Cono Sur
Asociación De Productores Bananeros Orenses Ecuador
Bia'lii, Asesoría e Investigación, A.C (México)
Biblioteca Popular Fernando Jara-Cipoletti-Río Negro
COECOCEIBA-Amigos de la Tierra Costa Rica
Colectivo de Género Acción Política de Ecuador
Comité de Mujeres-Alianza Social Continental
Comunidad Campesina de Tratagal-Salta
CONAIE - Ecuador
Coordinadora Política De Mujeres Ecuatorianas
Coordinadora Andina de Organizaciones Indígenas - CAOI
Corporacion Acción Vital de Ecuador
Democracia Popular-Rosario
DESDE UNIÓN UNIVERSAL DESARROLLO SOLIDARIO
Ecuador Decide
FeTERA Flores
Foro Ciudadano de Participación por la Justicia y los Derechos Humanos
FRENVIDAS - Frente Nacional por la Vida y la Soberanía

Movimiento de Trabajadores Desocupados Flamarión-Rosario
Plataforma Interamericana de Derechos Humanos
Plate-forme haïtienne de Plaidoyer pour un Développement Alternatif
Red Mexicana de Acción frente al Libre Comercio (RMALC)
Red Nicaraguense de Comercio Comunitario
REDES Amigos de la Tierra Uruguay
SERPAJ - Ecuador
Tlaxcala, la red internacional de traductores por la diversidad lingüística
Traversees
Unión de Trabajadores de la Provincia de Chubut
UNION NACIONAL DE EDUCADORES

Europe

ACSUR-Las Segovias – Espagne
Aide au Développement Gembloux – Belgique
AITEC - France
Alianza Zapatista De Liberación Social – Espagne
ALOP
Asociación Ciac
Asociación Jambo
Asociación Libera- Italie
Asociación Paz Con Dignidad – Espagne
Associació Catalana d'Enginyeria Sense Fronteres – Espagne
Association El Andino - Belgique
Association France Amérique Latine -Lyon- France
ATTAC France - France
ATTAC Norway - Norvège
CEAR – Espagne
Center for Encounter and active Non-Violence, Autriche
Centre National de Coopération au développement-11 11 11 - Belgique
Centro tricontinental, CETRI - Belgique
Colectivo Maloka
Commission Justice et Paix Belgique francophone - Belgique
Comité Oscar Romero - Espagne
Comité de Solidaridad Internacionalista de Zaragoza – Espagne
Comité pour le respect des droits humains "Daniel Gillard" - Belgique
Coordinación Belga por Colombia, CBC - Belgique
Coordinadora Estatal de Solidaridad con Cuba-Madrid – Espagne
Cooperació – Barcelona – Espagne
DKA- Autriche
Ecologistas en Acción – Espagne
Entre Pueblos - Espagne
Euskadi-Cuba - Espagne
FDCL - Allemagne
grupo Colombia de Nuertingen - Allemagne
Grupo de Información sobre América Latina (IGLA) – Autriche
Grupo Colombia de Nuertingen - Allemagne
IEPALA - Espagne

Informationsgruppe Lateinamerika - Allemagne
Informationsstelle Peru - Allemagne
Ingenieria sin Fronteras Asturias – Espagne
Instituto Hegoa -Universidad Pais Vasco – Espagne
INTAL América Latina - Belgique
Justicia por Colombia - Espagne
Kolko - Menschenrechte für Kolumbien – Allemagne
La Pluma (www.lapluma.net) - Agencia de Pueblos en Pie, France
Latin American Solidarity Centre - Irlande
Les Amis de la Terre France - France
Libera, associazioni, nomi e numeri contro le mafie - Italie
Mensen met een Missie – Hollande
Movimiento Internacional de Reconciliación – Autriche
Movimiento para el Autodesarrollo el Intercambio y Solidaridad - Italie
Mugarik Gabe - Espagne
Mundubat - Espagne
Observatorio por la Autonomía y los Derechos de los Pueblos Indígenas en Colombia - Espagne
OIDHACO (réseau composé de 34 organisations de l'Union Européenne, Suisse et Norvège)
OSPAAAL
Periodico digital La Pluma - France
Plataforma por la Paz y los Derechos Humanos en Colombia - Espagne
Plataforma Rural
PowerShift - Verein für eine ökologisch-solidarische Energie- & Weltwirtschaft e.V - Allemagne
Rede Italiana de Solidariete Colombia Vive - Italie
Solidaridad socialista - Italie
Solidaridad Suecia America Latina SAL - Suède
Union Sindical Solidares – France
Transnational Institute - Hollande
Travailler Ensemble Jeunes et Engagé-e-s - France
Veterinarios Sin Fronteras – Espagne
War on Want – Grande Bretagne
Xarxa de l'Observatori del Deute en la Globalització (ODG) – Espagne

Autres régions:

ONGD AFRICANDO